

DIRECTION
de la
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAU C 4

Numéros dans les séries spéciales:
321 TM -

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

PAIEMENT DES PENSIONS PAR L'INTERMÉDIAIRE
DES BANQUES ET DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS.

La lettre-commune de la Direction de la Comptabilité Publique n° 5306 L/C 5338-4040 du 6 avril 1940 qui a porté à la connaissance des comptables directs du Trésor les modalités d'application du décret-loi du 29 juillet 1939 et du décret du 4 mars 1940 (articles L 152 et D 47 à D 50 du Code des pensions civiles et militaires de retraite) relatives au paiement des pensions, retraites et rentes viagères, et de leurs accessoires, par l'intermédiaire d'une banque ou d'un établissement de crédit, spécialement agréé à cet effet, a prévu dans son dernier alinéa la notification de la liste des banques agréées.

Les agréments donnés par les Directions du Mouvement Général des Fonds, du Crédit ou du Trésor, ont été notifiés en leur temps, soit par lettre-commune, soit par lettres adressées aux seuls comptables supérieurs dans la circonscription desquels étaient situés les sièges sociaux des établissements de crédit intéressés.

Or, la Direction du Trésor, tenant compte du fait que la profession bancaire est réglementée depuis l'intervention de la loi du 13 juin 1941, estime qu'il n'y a plus lieu d'introduire pour le paiement des pensions des discriminations entre des établissements soumis à la même réglementation et au même contrôle.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION :

DIFFUSION P

RGS	PGS	TPG	DOM	TGA	RFA
-----	-----	-----	-----	-----	-----

Il convient dans ces conditions de considérer que les dispositions des articles L 152 et D 47 à D 50 du Code des pensions civiles et militaires de retraite sont applicables à tous les établissements inscrits sur la liste des banques établie par le Conseil National du Crédit, publiée chaque année au *Journal Officiel* au début du mois de juillet, et qui est régulièrement notifiée aux Comptables. La dernière liste publiée a été notifiée par la note de service n° 58-458-P2 du 15 décembre 1958.

Les agréments donnés individuellement à certains établissements de crédit qui ne figurent pas sur la liste des banques établie par le Conseil National du Crédit, pour recevoir en dépôt les carnets à coupons de pensions dans les conditions et aux fins prévues par les décrets des 4 mars 1940 et 10 octobre 1940 ou les articles L 152 et D 47 à D 50 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, demeurent valables.

Les demandes d'agrément qui seraient présentées pour des établissements de crédit non inscrits sur la liste des banques doivent être adressées comme précédemment à la Direction du Trésor.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,
MALEPRADE.
